



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique fiscale

Question écrite n° 5127

## Texte de la question

M. Olivier de Chazeaux souhaite appeler l'attention M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la fiscalité des primes versées par les retraités du commerce pour une garantie individuelle. Ceux-ci désirent en effet le droit à la déduction fiscale pour tous ceux qui, en raison de leurs ressources, sont exclus du système actuel de prestation sociale dépendance. Il l'interroge sur ses intentions en la matière et les propositions de son administration pour améliorer le sort des retraités du commerce.

## Texte de la réponse

Les cotisations de prévoyance complémentaire qui sont admises en déduction, sous certaines conditions et dans certaines limites, pour la détermination du revenu imposable des salariés et des professions indépendantes sont celles qui sont versées dans le cadre de l'exercice de l'activité professionnelle. Elles ont principalement pour objet de compléter le montant des prestations en espèces des régimes de base. Ces prestations complémentaires sont en contrepartie imposables à l'impôt sur le revenu. Les cotisations que les personnes retraitées versent à titre volontaire à des mutuelles ou autres organismes de prévoyance complémentaire sont d'une autre nature. Il s'agit d'une dépense personnelle librement consentie pour compléter les prestations en nature de la sécurité sociale. Une déduction n'est donc pas possible s'agissant des personnes retraitées, quelle que soit l'activité professionnelle exercée antérieurement, en raison du caractère personnel de leur adhésion. En contrepartie de la non-déductibilité de leurs cotisations, les prestations servies, le cas échéant, par ces organismes sous forme de rentes ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu.

## Données clés

**Auteur :** [M. Olivier de Chazeaux](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (5<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 5127

**Rubrique :** Impôt sur le revenu

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 20 octobre 1997, page 3497

**Réponse publiée le :** 1er décembre 1997, page 4353